

Communiqué des syndicats de l'Éducation nationale



Les enseignant·es se mobilisent face à la politique éducative, rétrograde et libérale, conduite actuellement à marche forcée au mépris de leur expertise professionnelle et déjà sanctionnée par l'ensemble de la communauté éducative.

Elles et ils rejettent notamment le projet de loi « *pour l'école de la confiance* », un texte qui ne permettrait en rien d'améliorer la réussite de tous les élèves et bouleverserait radicalement le fonctionnement et la structure de l'école avec notamment la création de regroupements écoles collège.

Nos organisations syndicales FSU, FO et CGT Éduc'action dénoncent les menaces de sanctions et pressions exercées à l'encontre des personnels et défendent leur liberté d'expression.

Nos organisations sont engagées dans les mobilisations, soutiennent les actions menées localement et appellent à les développer avec tous les personnels.

Nos organisations appellent à faire de la journée du jeudi 4 avril un prochain temps fort de mobilisations (grève, rassemblements, manifestations...) pour obtenir l'abandon du projet de loi.

- Elles construisent également d'autres actions localement durant la période de vacances par zone.

- Elles s'engagent aussi sur le terrain de la Fonction publique pour s'opposer à la réforme gouvernementale, qui détruirait le statut de fonctionnaire, et promouvoir également le service public d'éducation.

- Elles estiment nécessaire de poursuivre et d'amplifier les mobilisations pour obtenir l'abandon du projet de loi y compris au moment de l'examen de celui-ci par le Sénat.

À cet effet, elles se reverront prochainement dans l'unité la plus large.